



TERRAINS

LE JOURNAL DE MÉDECINS DU MONDE SUISSE



HAÏTI

PLONGÉ DANS UNE VIOLENCE EXTRÊME

SÉCURITÉ

**UNE PRIORITÉ DANS UN ESPACE
HUMANITAIRE MIS À MAL.**

N°46 - juin 2025

MÉDECINS DU MONDE FOURNIT UN ACCÈS DURABLE À LA SANTÉ AUX PERSONNES
EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ, EN SUISSE ET À TRAVERS LE MONDE.

SUR LE TERRAIN



© Mdm

■ À Gaza, la faim est utilisée comme arme de guerre

L'utilisation de la faim comme arme de guerre nous déplace d'une crise humanitaire vers une crise d'humanité et de faillite morale. A l'heure où nous écrivons ces lignes, des enfants meurent de faim à Gaza et plus de 2 millions de vies sont en jeu. La Suisse et les États tiers doivent agir en urgence.

Dans un rapport alarmant publié le 13 mai dernier, Médecins du Monde constate qu'en seulement un an et demi, la malnutrition aiguë à Gaza a atteint des niveaux comparables à ceux observés dans les pays confrontés

à des crises humanitaires prolongées, s'étalant sur plusieurs décennies. En cause, le siège imposé par les autorités israéliennes. Médecins du Monde demande aux États d'agir immédiatement pour éviter les morts liés à la malnutrition aiguë.

Découvrez le rapport sur notre site medecinsdumonde.ch

IMPRESSUM

Parution : 4 fois par année

Tirage : 7200 exemplaires

Impression : Ediprim, Biel/Bienne

Abonnement : CHF 5.-

déduit une fois par an de vos dons

Photo de couverture : Haïti, Nadia Todres

Graphisme : monokini, graphistes libres

Rédaction : Médecins du Monde Suisse

Rue du Château 19, 2000 Neuchâtel

www.medecinsdumonde.ch

info@medecinsdumonde.ch

IBAN CH64 0900 0000 1201 6220 6



ÉDITORIAL

RÉINVENTER L'HUMANITAIRE, RÉAFFIRMER NOS VALEURS

Le monde fait aujourd'hui face à une multiplication des crises humanitaires. Elles sont provoquées par les effets conjugués du changement climatique, des conflits prolongés, de l'insécurité alimentaire et des déplacements forcés. À cela s'ajoute un basculement politique préoccupant. Le mépris du droit humanitaire est aujourd'hui flagrant à Gaza. L'élection de Donald Trump et la montée des droites autoritaires dans plusieurs pays s'accompagnent d'une remise en cause explicite des Conventions de Genève, des financements de l'aide internationale et des principes qui la fondent : solidarité, droit à la santé, égalité entre les vies.

Pour Médecins du Monde, l'impact direct de ces décisions s'est manifesté au Mexique, où l'arrêt brutal de certains financements publics a mis en péril notre clinique mobile, qui apporte une aide médicale indispensable aux personnes migrantes sur les routes vers l'Amérique du Nord. Nous avons tout mis en œuvre pour en limiter les conséquences, en recherchant activement d'autres soutiens. Cette mobilisation a permis de maintenir cette intervention vitale sur le terrain.

Ce contexte de remise en cause renforce nos convictions. Il conforte notre engagement en faveur de partenariats égaux, durables et ancrés localement. Depuis plusieurs années, nous soutenons des dynamiques de santé publique portées par les acteurs locaux, avec pour objectif l'autonomisation et la pérennisation des structures. Cette approche, que nous avons toujours défendue, apparaît aujourd'hui plus pertinente que jamais.

Elle appelle aussi un plaidoyer plus affirmé. Face aux reculs des valeurs humanitaires, nous devons défendre haut et fort notre vision : la santé comme droit, la solidarité comme principe, l'autonomie comme horizon. La fédéralisation de notre réseau, l'assemblée des 17 chapitres de Médecins du Monde à Neuchâtel, notre engagement dans la Genève internationale : autant d'initiatives qui traduisent cette ambition. Lucides sur les défis, nous demeurons fermes sur nos engagements.

Antoine Kernen, Laurent Lob
Co-présidents

BRÈVE



LE TRAVAIL DU SEXE EST UN TRAVAIL !

En 2024, plus de 1'326 travailleur·euse·s du sexe (TdS) ont exercé dans le canton de Neuchâtel. Le projet THAYS de Médecins du Monde facilite l'accès aux soins et à l'information. Le 2 juin dernier, à l'occasion de la journée internationale des travailleur·euse·s du sexe, Médecins du Monde a convié les professionnel·le·s du réseau socio-sanitaire pour une information et un échange autour des violences systémiques subies par les TdS.

[WWW.MEDECINSDUMONDE.CH](https://www.medecinsdumonde.ch)

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX !

@medecinsdumondesuisse



HAÏTI

VIOLS SUR MINEURS

ASSAINISSEMENT RÉDUIT

PÉNURIE ALIMENTAIRE

MANQUE DE CARBURANT

VIOLENCE EXACÉRBERÉE

RISQUE D'ÉPIDÉMIE

CRISE MULTIPLE



© Nadia Todres

MANQUE D'HYGIÈNE

HARCÈLEMENT

VIOLENCE SEXUELLES

VIOLENCE PHYSIQUES

RISQUE DE CHOLÉRA

CRISE HUMAINTAIRE

Haïti est plongée dans une crise multiple, politique, économique, sociale et humanitaire. Les gangs ont renforcé leur emprise sur le pays, notamment sur sa capitale, Port-au-Prince, qu'ils contrôlent à 85%. Médecins du Monde est présent en Haïti depuis 1996 et développe aujourd'hui des projets dans un contexte sécuritaire tendu. Entretien à Petit-Goâve avec Frédérique Chevalier, coordinatrice générale en Haïti.

Haïti est plongé dans une violence extrême et ses habitant-e-s vivent une crise permanente et multisectorielle. Comment décrire ce contexte ?

FC : Dans les zones où nous sommes présents, notamment la zone métropolitaine de Port-au-Prince, c'est à dire la capitale et ses banlieues, nous assistons à un exode de la population qui fuit la violence des gangs, qui jour après jour, gagnent les quartiers. Nous vivons un chaos complet dans lequel les civils sont les premières victimes. Ces deux derniers mois, 203'000 personnes ont été déplacées, fuyant les combats et la violence. Dans ce contexte, nous distribuons notamment des kits de dignité pour offrir quelques effets nécessaires pour survivre au quotidien. La majorité de ces personnes déplacées ne savent pas écrire, il s'agit bien des personnes les plus vulnérables qui s'entassent dans les sites de déplacé-e-s, notamment dans la capitale. Parmi elles, 53% sont des femmes et 32% sont des enfants. Nous intervenons dans 8 sites, mais la capitale en compte actuellement plus d'une quarantaine. C'est un état de crise permanent et l'arrêt des financements des Etats-Unis a des conséquences considérables dans la mesure où toutes les activités de soutien en eau, hygiène ou encore, par exemple, l'assainissement ont été réduites. La promiscuité est de mise sur tous les sites. Cela signifie que le risque d'épidémie – notamment le choléra – est important.

A Petit-Goâve, où nous avons notre bureau principal, la situation est différente mais tout le pays dépend du carrefour de la capitale qui est le lieu d'entrée de tous les biens, les déplacements sont donc extrêmes sensibles pour notre équipe également. La pénurie alimentaire, le manque de carburant, les violences exacerbées, les massacres, nous vivons une situation de crise permanente et multiple.

En janvier 2025, l'ONU a signalé une augmentation de 1000% des cas de violences sexuelles sur les enfants. Plus largement, les violences mettent à mal l'entier du système de santé.

FC : C'est juste, à travers nos activités, nous enregistrons une augmentation des cas de violence, les viols sur mineurs, les violences sexuelles, le harcèlement, les violences physiques. Oui, ces augmentations sont bien visibles ! Nous travaillons particulièrement sur les questions liées aux violences basées sur le genre. Plus généralement, le système de santé haïtien, est lui aussi très mis à mal. Une grande partie des hôpitaux sont fermés à Port-au-Prince et les infrastructures du ministère de la santé, en province, restent opérationnelles mais manquent cruellement de moyens.

Au milieu de ce chaos, la réponse de Médecins du Monde est-elle encore possible ?

FC : Oui car nous soutenons le personnel de santé haïtien : notre impact va au-delà de la prise en charge des violences basées sur le genre. L'appui au système de santé est central. Les centres de santé, les hôpitaux communautaires de référence font un travail important avec très peu de moyens. Haïti est un pays avec des disparités démesurées et Médecins du Monde travaille sans cesse pour pérenniser sa présence avec les acteurs locaux. Sur le terrain, la situation à Port-au-Prince met à mal les déplacements, la logistique, la sécurité. Sans conteste, nous avons besoin de faire évoluer notre réponse vers une prise en charge d'urgence, comme nous avons très bien su le faire dans notre réponse face au choléra ou la crise COVID.

Médecins du Monde travaille avec des partenaires haïtiens. Quelle est la capacité de la société civile à se constituer et s'organiser ?

FC : Le retrait des financements internationaux impacte lourdement les organisations locales. Le manque de moyens financier prêterite la pérennisation des projets. Nous pourrions assister dans les prochains mois à une implosion des organisations nationales qui se voient contraintes de fuir la capitale et trouver de nouvelles ressources pour maintenir leurs activités. Les fonds de l'agence américaine USAID représentaient 66% de l'aide financière octroyée en Haïti, tout a été coupé brutalement, l'impact est très lourd.

Face à cet abandon, qu'en est-il de la résilience au sein de la population haïtienne ?

FC : Je le constate, la résilience s'épuise, bien évidemment. Les familles se déplacent sans cesse pour fuir les combats de rue. A chaque fois, il faut reconstruire un abri de fortune dans la promiscuité, la boue, avec une question quotidienne : comment faire pour nourrir ses enfants ? Haïti encaisse depuis des années les catastrophes naturelles, la violence. Les Haïtien-ne-s sont épuisé-e-s et en province, il faut à présent assurer la survie des personnes déplacées. C'est également un défi pour les institutions sanitaires, les écoles. La résilience est mise à mal, la confiance est rompue et l'exode est énorme. Au milieu du chaos, Médecins du Monde poursuit son action avec les populations les plus vulnérables, les femmes et les enfants.

SÉCURITÉ

UNE PRIORITÉ DANS UN ESPACE HUMANITAIRE MIS À MAL.

« CES DERNIÈRES ANNÉES, LES ATTAQUES ARMÉES CONTRE LES HUMANITAIRES SONT DEVENUES PLUS FRÉQUENTES ET MOINS MÉDIATISÉES QU'AUPARAVANT. »

ARMANDO PALACIOS

© MdM Suisse

Médecins du Monde travail dans des régions où les contextes sécuritaires sont particulièrement difficiles. Les équipes et les usager-ère-s de nos projets sont exposé-e-s à des risques importants. Face à la diversité de menaces, analyses méthodiques, procédures strictes et ressources dédiées sont indispensables. Entretien avec Armando Palacios, référent sécurité pour Médecins du Monde.



Le travail du référent sécurité, c'est quoi ?

AP : L'objectif principal de tout Référent de Sécurité est de s'assurer qu'il existe une culture de gestion de la sécurité partagée par tous. Cela implique que la gestion de la sécurité est un élément prioritaire et transversal dans tous les processus de l'organisation. Plus précisément, le responsable de la sécurité doit connaître les contextes dans lesquels il travaille afin de pouvoir conseiller les responsables opérationnels sur les mesures à prendre pour protéger les équipes et l'organisation. Il doit également veiller à ce que les outils et les procédures de gestion de la sécurité soient respectés. Son soutien sera particulièrement important dans la gestion des incidents. Mon travail peut être divisé en 3 axes : opérationnel, stratégique et de coordination. Sur le plan opérationnel, je fournis un soutien à nos opérations sur le terrain. L'axe stratégique consiste à appuyer la construction et le maintien de l'ensemble de la structure de gestion de la sécurité de l'organisation, avec la conception et la révision des procédures et la diffusion de la culture de la sécurité à travers des formations. Enfin, la partie coordination vise à améliorer la collaboration avec d'autres organisations, en particulier avec les autres membres du réseau Médecins du Monde.

Sur nos terrains d'intervention, quels sont les principaux enjeux en lien avec la sécurité ?

AP : Nous travaillons dans certains des contextes les plus complexes de la planète, également en termes de sécurité. Haïti et le Territoire palestinien occupé en particulier sont des conflits où il y a un mépris flagrant des Droits Humains et du Droit International Humanitaire. Cela se traduit avant tout par des milliers de victimes civiles, mais aussi par un risque important pour nos équipes. Les menaces les plus importantes sont généralement celles liées aux acteurs armés, qui peuvent menacer l'intégrité physique de nos équipes sous la forme d'attaques, de vols et même d'enlèvements. Ces mêmes acteurs armés empêchent souvent l'accès aux zones d'intervention, tant de manière physique qu'administrative, ce qui réduit l'espace humanitaire mais peut également rendre difficile l'évacuation du personnel en cas d'urgence. Enfin, nous ne sommes pas à l'abri d'incidents liés à des causes accidentelles, notamment des accidents de la route ou des catastrophes naturelles. Dans toutes ces circonstances, les plus exposés sont toujours les personnels locaux, car ce sont principalement eux qui travaillent en première ligne.

Sur les 10 dernières années, qu'est-ce qui a changé en matière de sécurité pour les ONG ?

AP : Les contextes mentionnés ci-dessus sont des exemples extrêmes, mais ce ne sont pas des exceptions. Ils révèlent une tendance générale : les humanitaires sont nettement moins respectés. Ces dernières années, le nombre d'humanitaires victimes d'attaques armées s'est multiplié. Ces attaques, autrefois sporadiques et très médiatisées, sont devenues monnaie courante et ont perdu de leur intérêt médiatique et politique. Cette détérioration du contexte a créé un besoin vital d'amélioration de la gestion de la sécurité par tous les acteurs humanitaires. Il ne s'agit pas seulement de faire plus, mais de faire mieux, c'est le contexte qui nous y oblige.

A partir de quel moment le contexte sécuritaire ne permet-il plus de travailler ?

AP : Chaque organisation a son propre « seuil de risque », c'est-à-dire le niveau de risque auquel elle accepte de s'exposer pour mener à bien ses activités. Pour Médecins du Monde, ce seuil de risque est assez bas, ce qui signifie que nous ne tolérons pas les situations où il y a un risque vital pour les équipes, et qu'au moindre signe de risque grave, nous nous retirons. L'application de ce principe n'est pas toujours évidente, aussi bien dans des situations particulières que lors de décisions stratégiques sur la continuité de notre présence dans une zone. Un exemple clair de circonstance dans laquelle nous refusons de continuer à travailler pour des raisons de sécurité est quand les travailleurs humanitaires sont pris pour cible par certaines des parties au conflit ou ne sont pas spécifiquement respectés, ce qui entraîne de facto des victimes humanitaires. Lorsque nous travaillons dans une zone donnée, tous les acteurs armés actifs dans cette zone sont au courant de notre présence et l'ont validée au préalable, d'une manière ou d'une autre. Si des incidents se produisent malgré cela, même s'ils ne sont pas explicitement dirigés contre nous, cela signifie que l'espace humanitaire, y compris notre intégrité physique et notre travail, n'est pas respecté. Dans de telles circonstances, nous ne pouvons pas accomplir notre travail.

ET SI VOTRE MAISON PARTAIT SAUVER DES VIES À L'AUTRE BOUT DU MONDE ?



En léguant vos biens à Médecins du Monde, vous donnez
accès à la santé aux populations vulnérables en Suisse
et dans le monde. Aidez-nous à soigner le monde.
Plus de renseignements sur www.medecinsdumonde.ch/don



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**